

Epreuve politique à Notre-Dame-des-Landes

A la veille de la grande manifestation contre le futur aéroport, François Hollande a réaffirmé son soutien au projet

Notre-Dame-des-Landes
(Loire-Atlantique)
Envoyé spécial

La manifestation des opposants au futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes, à une vingtaine de kilomètres au nord de Nantes, n'avait pas encore débuté, samedi 17 novembre, que le chef de l'Etat lui avait déjà opposé une fin de non-recevoir. En déplacement en Pologne, vendredi, François Hollande a envoyé un message très clair aux milliers de manifestants : « Je respecte le droit de manifestation mais, en même temps, il y a la force du droit et la primauté de la volonté, non seule-

José Bové s'étonne du rappel présidentiel de la « primauté de la volonté des élus » : « De quels élus parle-t-il ? »

ment de l'Etat mais aussi des élus. » Il s'agit d'une montée en première ligne pour défendre son premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes et ardent promoteur du projet.

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a aussi défendu la future plateforme aéroportuaire dont la réalisation a été confiée à l'entreprise Vinci, rappelant l'un des arguments principaux des promoteurs sur la « saturation » de l'actuel aéroport de Nantes. Dans le sillage de M. Hollande, elle a expliqué que « quand une décision a été prise, quand un projet a été déclaré d'utilité publique, il faut savoir le respecter ».

Vu de Notre-Dame-des-Landes, où des dizaines de voitures et de camping-cars étaient arrivés dans la soirée de vendredi, transformant les étroites départementales qui sillonnent le bocage nantais en parking de fortune, les propos venus du sommet de l'Etat ont fait sourire. « Pour que Hollande réagisse de



Noël Mamère, député européen EELV, pénètre, en compagnie d'autres élus, dans une ferme rachetée par Aéroports du Grand Ouest-Vinci, le 16 novembre. R. ETIENNE/ITEM POUR « LE MONDE »

Pologne, il faut vraiment qu'il y ait urgence à protéger son premier ministre », a expliqué au Monde José Bové. « Il s'agit d'un entêtement invraisemblable afin qu'Ayrault, sous aucun prétexte, ne perde la face », a ajouté le député européen d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). « Quand M. Hollande dit que le décret d'utilité publique doit être respecté, je lui rappellerai que, pour le Larzac, le décret avait été pris et que le politique, en l'occurrence François Mitterrand, était revenu dessus. »

En Loire-Atlantique, beaucoup se rappellent la lutte contre le projet de centrale nucléaire du Carnet,

sur la rive gauche de l'estuaire de la Loire, en aval de Nantes. Le décret d'utilité publique avait été signé par le premier ministre Raymond Barre en janvier 1979, malgré une enquête publique révélant une quasi-unanimité défavorable au projet. Après vingt ans de protestations, le projet a finalement été abandonné. Carnet est aujourd'hui devenu un important site d'expérimentation d'éoliennes off-shore.

José Bové s'étonne aussi du rappel présidentiel de la « primauté de la volonté des élus ». « De quels élus parle-t-il ? », s'interroge l'élu écologiste qui, en compagnie

d'une vingtaine de députés, sénateurs, eurodéputés et élus locaux, EELV, Parti de gauche et MoDem, est allé, vendredi matin, investir une maison rachetée par Aéroports du Grand Ouest-Vinci et vouée à la destruction. Pied-de-biche en main, le vétéran du Larzac, « démonteur » du McDonald's de Millau (Aveyron) en 1999, a voulu montrer la fermeté de l'opposition politique au projet du gouvernement, auquel participent deux ministres écologistes.

L'un d'entre eux, ministre du développement, Pascal Canfin, a déclaré dans une interview au site

Mediapart, vendredi, qu'il serait allé manifester à Notre-Dame-des-Landes « comme l'ensemble des parlementaires écologistes disponibles ». « Mais il serait incompréhensible qu'un membre du gouvernement manifeste contre un projet défendu par une partie du gouvernement », a-t-il ajouté.

C'est toute l'ambiguïté que les écologistes ont voulu lever par leur action très médiatisée. Ce qui n'empêche pas le député Noël Mamère de s'inquiéter. « Avec ce projet, les hésitations sur le gaz de schiste, le comité de pilotage sur la transition énergétique qui, par sa

composition, clôt le débat, manifesté ici, c'est plus qu'un signal d'alarme, avance-t-il. Quand on était dans l'arrière-boutique, les divergences avec les autres partis de gauche ne se voyaient pas trop ; maintenant qu'on est en vitrine, cela peut devenir un problème politique, il faut un vrai débat, vite, avec nos partenaires et entre nous. »

Le peinturlurage de la permanence nantaise du député EELV François de Rugy en milieu de semaine avait déjà montré un certain énervement à l'encontre des écologistes. José Bové, qui s'est fait arracher sa pipe par quelques jeunes, en marchant dans le bocage, préfère s'en amuser : « Au moins, les gamins ont-ils un beau trophée ! » ■

RÉMI BARROUX

Opposants ou partisans restent dans l'attente d'une issue au conflit



Jean-Paul Naud
« Le maire de NDDL »

C'est en 2008 que Jean-Paul Naud, 53 ans, a été élu à la mairie de Notre-Dame-des-Landes, petit bourg de 3 740 habitants. A l'époque, rappelle-t-il, « la condition pour être sur ma liste était d'être contre le projet d'aéroport ». Aujourd'hui, le maire (sans étiquette) reste opposé au futur Aéroport du Grand Ouest. « La saturation de Nantes Atlantique, c'est faux. L'aéroport de San Diego [en Californie], avec une seule piste, accueille 30 millions de passagers chaque année. »

Mais pour ce père de trois jeunes filles, cadre dans une banque, il y a une différence entre l'opposition historique des agriculteurs et des riverains, et les « squatteurs » présents dans le bocage voisin : « Nous, on est insérés dans la société, eux, ils luttent contre la société. »

Quant à l'issue du conflit, Jean-Paul Naud la veut rapide. « Même s'ils sont majoritairement contre le projet, les gens sont lassés. Alors, qu'on fasse ou ne fasse pas l'aéroport, il faut que cela se termine vite. » ■



Stéphanie et Nicolas
Des restaurateurs qui veulent retrouver le calme

Stéphanie et Nicolas Rochelle, 38 et 40 ans, sont les heureux propriétaires du seul et unique restaurant de Notre-Dame-des-Landes, La Récré. Ils servent, chaque midi, et le soir sur réservation, un copieux menu pour 10 euros à plusieurs dizaines de tables qui occupent une grande salle, autrefois préau de l'école primaire. « J'ai été à l'école ici, comme mon père, et quand l'école a fermé, je l'ai achetée, en 2001 », raconte Nicolas qui, très tôt, s'est tourné vers la cuisine. Le futur aéroport ? En commerçants avisés, les deux préfèrent ne pas se prononcer. « Le village est paisible, la vie est agréable », pense Stéphanie, qui vient de Bouguenais, la commune sur laquelle se trouve l'actuel aéroport de Nantes Atlantique.

« Nous, on voudrait juste que la campagne retrouve son calme ; on en a ras le bol de toute cette agitation, de l'indécision », disent-ils d'une même voix. Samedi 17 novembre, jour de la manifestation, le restaurant sera prudemment fermé. ■



Julien Durand
« La mémoire de la lutte »

A 66 ans, Julien Durand est la mémoire de la lutte. Le paysan, en retraite, qui a cédé sa ferme il y a six ans, s'oppose au projet depuis le début des années 1970. Il a tout connu : les missions à Orly, au tout début, quand il fallait aller enregistrer les riverains pour mieux informer sur les dangers à venir. La mobilisation qui redémarre après une période de mise en sommeil du dossier, « quand le gouvernement Jospin et Jean-Marc Ayrault, alors maire de Nantes, relancent le projet pour en faire le troisième aéroport parisien », se rappelle-t-il. Depuis, il a vu l'arrivée de nouveaux militants dans le bocage. « Il y a bien eu des petits problèmes car certains avaient beaucoup de chiens qui ne s'entendaient pas avec les vaches », s'amuse-t-il. Aujourd'hui, Julien Durand, qui est l'un des porte-parole de l'Acipa, Association des citoyens opposés à l'aéroport, dit apprendre d'eux. « Ils essayent de vivre différemment et, quand je vois que le productivisme nous mène dans le mur, je regarde comment ils font. » ■



Jean-Claude Bossard
« Haute tension »

A 60 ans, Jean-Claude Bossard a beaucoup d'entraînement. Ancien maire du tout petit village du Chefresne, 310 habitants, dans la Manche, agriculteur à la retraite, il s'est battu pendant sept ans contre le projet de ligne à très haute tension, la THT. Il est venu en quasi-voisin à Notre-Dame-des-Landes parce que le combat, ici, comme chez lui, est le même. Il s'agit de s'opposer à des projets, jugés « aberrants », par tous les moyens, juridiques, politiques et militants. « En tant qu'élu, je croyais à la force de la démocratie, à la loi, et je me suis aperçu que quand on avait le droit pour soi, on était traité comme un terroriste », s'indigne Jean-Claude Bossard qui a été arrêté par la police en juin. « Des jeunes de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes étaient venus nous aider, ils ont installé des plates-formes dans les arbres pour qu'on ne puisse pas les couper, mais l'intervention policière a été très brutale », raconte-t-il. C'était donc à son tour de venir dans le bocage nantais prêter main-forte. ■



Pascal Bobière
« La défense du patrimoine »

Pascal Bobière n'est pas là pour défendre son territoire. A 45 ans, cet agent d'ERDF, Nantais d'origine, est arrivé à Notre-Dame-des-Landes en 1990. Le projet d'aéroport existait, mais « on l'appelait l'Arlésienne », se rappelle-t-il. Pascal Bobière et son épouse étaient alors presque indifférents. « Je n'étais pas comme les agriculteurs, attachés à cette terre. » Ce militant CGT dans son entreprise - Pascal, comme d'autres collègues présents dans la lutte, regrette fort le non-engagement de son syndicat contre le projet aéroportuaire - vouait un intérêt particulier pour le patrimoine, militant aussi à l'association Rempart, qui défend les monuments historiques. D'ici à défendre le territoire bocager, il n'y avait qu'un pas, vite franchi. Pascal Bobière admire les jeunes qui y vivent. « Moi, je rentre chez moi le soir et prends une douche chaude. Eux, ils vivent à fond leur projet, dans les arbres, dans des maisons en paille, ils vivent avec très peu, je les respecte énormément. » ■ PHOTOS ROMAIN ETIENNE/ITEM POUR « LE MONDE »

Un coûteux déploiement de forces de l'ordre

Vendredi 16 novembre au soir, dans cet hôtel situé au nord de Nantes, c'est soirée survêtement. Quelque 70 gendarmes mobiles, un escadron au complet dont la douzaine de véhicules stationne sur le parking de l'établissement, ont quitté leur pesant harnachement et s'apprêtent à y dormir. Ils sont en mission pour un mois comme plusieurs centaines de leurs collègues, gendarmes ou CRS, sur la future zone aéroportuaire de Notre-Dame-des-Landes. A quel que 40 euros par personne la chambre, plus le petit déjeuner et le dîner, on essaye d'imaginer l'addition finale. Ce déploiement fait hurler les opposants dont certains n'hésitent pas à évoquer le chiffre de 500 000 euros. « Le coût de leur présence doit être à la charge de Vinci [concessionnaire du futur aéroport], mais on n'en connaît pas le montant global, il n'y a aucune transparence », proteste Jean-Philippe Magnen, vice-président Europe Ecologie-Les Verts de la région Pays de la Loire. « Les forces de l'ordre qui accompagnent les salariés pour leur sécurité sont à la charge de l'Etat », rétorque Eric Delobel, directeur adjoint chez Vinci Airports. Le préfet, Christian de Lavernée, explique, lui, qu'« il n'y a pas de surcoût : ces personnes sont toujours mobiles et il s'agit d'un budget national. »